

Flash Marché

Conflit au Moyen-Orient



Par Loïc BÉCUE, Gérant multi-actifs
au sein de l'expertise Actifs cotés & hybrides de Sienna IM.

Paris, 2 mars 2026

Quels scénarios géopolitiques et quels impacts sur l'économie mondiale et les marchés financiers ?

Le 28 février, une vaste campagne de frappes américano-israéliennes a été lancée contre des cibles iraniennes. Donald Trump a présenté cette opération comme une réponse à des « menaces imminentes », et une tentative de bloquer l'accès de l'Iran à l'arme nucléaire, dans un contexte d'échec de discussions précédentes.

Cette intervention marque une montée en puissance par rapport à celle de juin dernier, limitée à trois sites d'enrichissement (Natanz, Fordow et Ispahan) lors de la « guerre des 12 jours ». À l'époque, Donald Trump avait demandé à Israël de suspendre son offensive, offrant un répit au régime iranien. Il estime aujourd'hui que l'Iran a relancé son programme nucléaire et ses capacités balistiques, justifiant l'intervention américaine. Les bombardements ont visé des centres de commandement iraniens, dont le quartier général des Gardiens de la Révolution, et auraient éliminé plusieurs hauts responsables. En riposte, l'Iran a lancé des missiles et des drones contre Israël ainsi que des États du Golfe hébergeant des bases américaines. Des dégâts limités ont touché certaines infrastructures régionales, notamment l'aéroport international de Dubaï, provoquant des perturbations logistiques.

L'objectif des Américains est un changement politique à la tête de l'Iran. Pour la première fois, Donald Trump appelle les Iraniens à renverser leurs dirigeants. Selon plusieurs sources, les frappes auraient entraîné la mort du guide suprême et de figures clés du pouvoir. Ce matin, **Israël a poursuivi ses bombardements sur Téhéran et étendu ses opérations au Liban**, après des attaques revendiquées par le Hezbollah, qui affirme agir en représailles à la mort d'Ali Khamenei.

Les récents événements constituent **un risque géopolitique majeur** susceptible d'affecter l'économie :

- **Chine** : risque de perte d'une source importante d'approvisionnement en pétrole.
- **Russie** : risque de perte de livraisons de drones utilisés dans la guerre en Ukraine.
- **États-Unis** : intervention probablement limitée dans le temps, en raison d'une opinion publique opposée aux interventions militaires extérieures.
- **Énergie** : impact économique via la hausse des prix du pétrole et du gaz.
- **Scénario pétrole** : Brent entre 90 et 100 \$ le baril en cas de perturbation du détroit d'Ormuz ou d'atteinte aux infrastructures.

Une hausse durable des prix de l'énergie pourrait **freiner la croissance mondiale** et **raviver l'inflation**.

Notre analyse :

Donald Trump privilégie les opérations rapides, ciblées et principalement aériennes.

→ **Nous n'anticipons pas un engagement militaire massif au sol des États-Unis** dans un pays de 90 millions d'habitants, dont la superficie est trois fois celle de la France.

À l'approche des élections de mi-mandat, il pourrait également chercher à éviter toute escalade majeure afin de ne pas raviver les tensions inflationnistes susceptibles de peser sur son électorat.

→ **Une augmentation durable du prix du pétrole** pourrait être mise à profit par l'OPEP+ dans le cadre de sa stratégie d'augmentation de ses parts de marché.

À court terme, **notre scénario central reste celui d'un impact économique et financier limité et temporaire**, comparable aux trois dernières escalades avec l'Iran (attaques de missiles d'avril 2024, d'octobre 2024 et la guerre de 12 jours en juin 2025).

Quels enjeux énergétiques et quels impacts macroéconomiques ?

Depuis **le début de la révolte en Iran fin décembre 2025**, le **prix du pétrole a bondi d'environ 35 %**.

Les marchés craignent qu'un affaiblissement du régime entraîne une baisse de la production, ce qui pousserait les prix à la hausse. Historiquement, les changements de régime dans les pays producteurs ont déjà provoqué des hausses d'environ 30 %.

Aujourd'hui, l'Iran exporte près de 2 millions de barils par jour, principalement vers la Chine : une interruption totale de ces flux représenterait environ 2 % de la production mondiale et pourrait faire grimper les prix du baril de 20 à 30 %.

Les tensions en mer Rouge accentuent ce risque (9 % du pétrole mondial y transite). Plus critique encore serait **un blocage du détroit d'Ormuz, par où passe environ 21 % de la production mondiale** (15 % en tenant compte des reroutages possibles).

Dans le contexte actuel, un blocage du détroit ne nous paraît pas opportun pour le régime des mollahs :

- Risque de riposte américaine accrue.
- Perte de ressources financières essentielles pour l'Iran.

En cas de fermeture du détroit d'Ormuz :

- Choc inédit pour le marché pétrolier.
- Possible doublement rapide des prix (au-delà de 100 \$/baril).
- À titre d'exemple : une hausse durable de 10 % du Brent réduirait le PIB mondial d'environ 0,2 % et augmenterait l'inflation sous-jacente de + 0,1 à + 0,2 %.

Notre analyse :

À ce stade, l'impact sur les marchés reste contenu mais dépendra de l'évolution du conflit. Environ 50 % de la prime de risque iranienne serait déjà intégrée par les marchés financiers.

La suite dépendra principalement de la durée et de l'intensité du conflit :

- plus le conflit se prolonge, plus le risque augmente de voir les infrastructures iraniennes touchées
- plus la probabilité de perturbations des exportations de pétrole s'accroît

À ce jour, aucune installation pétrolière n'a été affectée. Téhéran se situe au nord du pays, tandis que les principales infrastructures énergétiques sont localisées au sud et à l'ouest. Le risque deviendrait nettement plus significatif en cas de perturbation physique de l'offre iranienne, notamment si la probabilité d'une fermeture du détroit d'Ormuz venait à augmenter.

Quelles conséquences pour les marchés financiers et l'allocation d'actifs ?

Le contexte actuel s'accompagne d'une nouvelle hausse des cours du gaz et du Brent. Ce brusque renchérissement du prix de l'énergie est perçu comme ayant des effets à la fois récessifs mais aussi inflationnistes pour l'économie mondiale, du moins à très court terme.

La perturbation du détroit d'Ormuz a entraîné un positionnement plus défensif des investisseurs, même si les mouvements restent contenus :

- **Brent** : + 9 % à 78,5 \$/baril
- **Or** : + 2,5 %
- **Euro** : - 0,5 % face au dollar
- **Taux souverains longs** : légère baisse (rôle de valeur refuge)
- **Crédit** : léger écartement des spreads
- **Actions** : repli généralisé et hausse de la volatilité
 - Nikkei : - 1,35 %
 - EuroStoxx 50 : - 1,95 %
 - CAC 40 : - 1,60 %
 - S&P 500 futures : - 1 %

L'Iran sait que le point faible de Donald Trump réside dans le prix du pétrole. Les conséquences économiques du conflit dépendront donc largement de l'évolution du cours du pétrole, elle-même étroitement liée à l'opérabilité du détroit d'Ormuz, compromise à ce stade.

Les marchés financiers restent donc focalisés sur ces éléments clés :

- la durée des perturbations pétrolières.
- l'intégralité des infrastructures.
- la capacité de l'OPEP à absorber le choc.

Enfin, des signaux contradictoires émergent quant à la durée du conflit, entre montée des tensions militaires et perspectives possibles de désescalade rapide.

En allocation d'actif, nous conservons un positionnement défensif (dollar, or, franc suisse, secteurs défensifs), tout en évitant des expositions trop marquées compte tenu du risque de retournement. La probabilité d'une **fermeture du détroit d'Ormuz nous paraît toujours faible**, et nous n'anticipons pas d'attaques visant les infrastructures énergétiques iraniennes.

Dans ce contexte, **nous maintenons notre exposition aux actions, en particulier dans la zone euro.** Malgré des valorisations des marchés actions sensiblement supérieures à leur moyenne de long terme, nous restons constructifs pour plusieurs raisons :

- la croissance des bénéfices et des flux d'investissement soutenus justifient en partie ces niveaux élevés ;
- l'environnement reste favorable, avec une croissance économique résiliente et une bonne visibilité sur la politique des banques centrales.

Il ne nous paraît pas opportun de vendre dans cette phase de volatilité, mais il est sans doute prématuré de renforcer les positions. Nous ne pouvons exclure un scénario pessimiste dans lequel le conflit se prolongerait et le prix du pétrole s'envolerait pour se maintenir durablement au-delà de 100 dollars le baril. **Dans ce cas, la consolidation des marchés actions serait alors plus sensible et donnerait alors l'occasion de se renforcer.**

En attendant, certains actifs apparaissent plus résilients :

- **Obligations d'État, en particulier celles indexées sur l'inflation.**
- **Or, qui conserve son rôle de valeur refuge.**
- **Dollar, susceptible de bénéficier du regain d'incertitude, malgré l'implication directe des États-Unis dans le conflit.**

Achévé de rédiger par les équipes de l'expertise Actifs cotés de SIENNA INVESTMENT MANAGERS le 02/03/2026

Ce document ne peut être reproduit, distribué ou communiqué, en tout ou partie, sans l'autorisation préalable de la société de gestion. Ce document est produit à titre indicatif et ne constitue pas une offre de souscription ou un conseil en investissement. Ce document n'a pas été réalisé dans le but de promouvoir les sociétés mentionnées, mais pour illustrer une partie du processus de sélection qualitative effectué par les gestionnaires. Elle ne doit pas être considérée comme une recommandation d'achat, de détention ou de vente des titres concernés. Les analyses et les opinions présentes dans ce document représentent le point de vue de l'auteur à la date indiquée, et sont susceptibles de changer. Aucune information contenue dans ce document ne saurait être interprétée comme possédant une valeur contractuelle.